

ALLEMAGNE : LA GRANDE COALITION ET LA DÉFENSE

Dans l'accord CDU-SPD annoncé mercredi matin, la partie défense constitue une simple "road map" et ne diffère que modérément de la politique menée par le gouvernement conservateur-libéral. TTU vous en livre les grandes lignes. Dans l'accord de coalition intitulé "Préparer l'avenir", la grande coalition réitère son attachement à la stricte application des mesures décidées lors de la Conférence de Chicago. De même, l'Allemagne renouvelle les engagements pris au sein de l'Otan avec, notamment, le renforcement de la coopération dans les domaines militaire et de l'armement sur la base de l'initiative de "Smart Defence" et du concept de "Sharing and Pooling". Le pays se déclare prêt à assumer son rôle de "nation-cadre" en apportant les moyens nécessaires. Et l'accord évoque la volonté de relancer une initiative sur «une nouvelle architecture de contrôle de l'armement conventionnel» via une adaptation du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). En ce qui concerne la Bundeswehr, qui poursuivra sa mue vers une armée d'intervention sur les bases existantes avec «la planification budgétaire à moyen terme actuelle», l'objectif d'une armée de 185 000 hommes est maintenu : «Une réduction supplémentaire des effectifs n'a pas de perspective», explique le document. Le chapitre sur le contrôle parlementaire de l'armée confirme que les projets de limiter le contrôle du Bundestag, lors de l'engagement de la Bundeswehr dans des opérations internationales, sont abandonnés. A la place, une commission sera créée pour évaluer comment ce contrôle parlementaire peut être maintenu sans pénaliser les engagements internationaux de l'Allemagne. Dans le domaine de l'armement, la politique d'amélioration des coûts et de la gestion des grands projets suivie jusqu'alors est réaffirmée. Les seuls systèmes d'armement explicitement mentionnés sont les drones. La grande coalition, qui soutient activement le projet de drone européen, veut établir rapidement des règles communes pour le survol de l'espace européen. (suite page 2)

Relève d'états-majors de force au Mali

L'Etat-major de force 3 (EMF3) de Marseille débute en fin de semaine la relève de l'EMF1 au Mali. Les personnels de l'EMF3 formeront en 2014 le cœur de l'état-major de Serval, assurant sa propre relève dans six mois, à mi-mandat. Quarante personnels de l'EMF3 assureront le fonctionnement de l'Etat-major de niveau tactico-opératif regroupé à Bamako, avec une émanation à Gao. Arrivé le 30 novembre, l'EMF prendra officiellement la relève le 4 décembre. Les Marseillais assureront la déflation d'effectifs, qui doivent passer de 2 700 aujourd'hui à 1 000 soldats début 2014, tout en conservant la cohérence du dispositif. Dotés de capacités globales que ne possè-

dent pas les états-majors de brigade, les EMF offrent des fonctions cohérentes et développées, immédiatement projetables (planification et conduite, renseignement ou appréhension de l'environnement...), dont ne sont pas dotés les états-majors organiques. Ce qui explique que ces EMF soient très sollicités, en opérations (Liban, Mali...) ou en exercices (Guibert, Gulf Falcon, Iron Triangle avec les Britanniques dès la semaine prochaine...). 2014 sera donc une année de projection pour l'EMF3, qui a tour de rôle avec l'EMF1 assure une année de préparation/ alerte et une année de projection. (suite page 3)

Xi Jinping, l'homme de l'aviation

En annonçant qu'elle avait décrété unilatéralement une «zone d'identification de défense aérienne», la Chine a surpris et inquiété. En s'accordant le droit de contrôler le trafic aérien dans une vaste zone couvrant les îles Senkaku et Jegu (Corée du Sud), Pékin veut non seulement prouver ses ambitions territoriales mais laisse entendre que son aviation serait en état de mettre en œuvre «des mesures défensives d'urgence». Dès la fin de la semaine dernière, des avions de chasse chinois ont patrouillé dans la zone. Cet affichage de la montée en puissance de l'aviation chinoise fait écho à l'expérience de Xi Jinping. On a fréquemment dit qu'il n'avait que peu de compétence en matière militaire. Rien n'est moins vrai. Quand il était secrétaire personnel de Geng Biao, ministre de la Défense dans les années 1980, Xi ne s'est pas contenté de suivre le dossier du dégraissage et de la modernisation de l'Armée populaire de libération. Il a joué un rôle essentiel dans la mutation de l'armée de l'air chinoise. C'est ce que révèle Agnès Andresy, la meilleure spécialiste française des réseaux de pouvoir en Chine, dans son nouveau livre "Xi Jinping - la Chine rouge, nouvelle génération" (L'Harmattan). Pour preuve, l'actuel président chinois a suivi personnellement la mise au point du chasseur J-7II, puis la métamorphose des Sukhoï, à savoir la version chinoise du SU-27SK devenu le J-11 ou encore la rétro-ingénierie du Su-33 en chasseur naval, le J-15. Aucune surprise donc à ce que ses amis de l'armée de l'air pèsent d'un poids considérable dans la Commission militaire centrale, comme ce fut le cas avant de la Marine. A commencer par le général Xu Qiliang, l'ex-patron de la force aérienne de l'APL, nommé vice-président de la CMC il y a tout juste un an.

➤ Corps de Marines chinois

Depuis quelques mois, l'Armée populaire de libération ne cache plus qu'elle est en train de forger un nouveau corps de Marines chinois (« Haijunluzhandui ») aptes à engager une bataille, par exemple en direction de Taïwan, face aux Marines américains encore plus présents en Asie-Pacifique, selon le nouveau schéma stratégique de l'administration Obama. C'est le retour d'un corps d'armée de l'APL qui, dans la perspective de l'invasion de Taïwan, exista dans les années 1950 et compta jusqu'à 100 000 hommes avant d'être tout bonnement dissous. En 1970, après la chute du maréchal Lin Biao, dans la deuxième partie de la Révolution culturelle, des unités de Marines devaient revoir le jour. Dix ans plus tard, la Première Brigade était basée dans l'île de Hainan. De nos jours, on compte officiellement deux brigades de 6 000 hommes chacune (avec une réserve équivalente en nombre pour le QG de Zhanjiang). Ces Brigades comprennent notamment un bataillon d'Opérations spéciales, un bataillon de guerre électronique, un autre de missiles portatifs etc. Leur doctrine a été jusqu'ici empruntée à celle des Seals américains. Or, tout porte à croire que l'APL est en train de recréer une division importante, qui devrait être parfaitement structurée en 2014. En attendant l'APL, dans ses médias, ne manque pas une occasion de montrer que ces Marines ont un rôle « pacifique » du côté de l'Afrique orientale, dans le cadre de la lutte antipiraterie ou dans les opérations de maintien de la paix de l'Onu.

ALLEMAGNE : LA GRANDE COALITION... (suite de la page 1)

Elle évoque enfin la nécessité de vérifier « minutieusement » tous les tenants et les aboutissants que l'emploi des drones armés implique. Ce qui, de facto, annonce que Berlin va prendre son temps avant de passer commande. L'accord ne précise pas qui sera le futur ministre de la Défense. Il semblerait cependant que Thomas de Maizière, « miraculé » de l'affaire Euro Hawk, ait toutes ses chances de se maintenir.

LA BUNDESWEHR OTAGE DES WARLORDS AFGHANS ?

Que deviendra l'Afghanistan après 2014 ? Les lentes et tortueuses négociations qui ont lieu entre Washington et Kaboul, sur l'accord de sécurité qui doit régler la mission et le statut juridique des soldats alliés au-delà de cette date, montrent à quel point le problème est épineux. Dans ce contexte, la dernière étude de l'Afghanistan Analysts Network (AAN) — un réseau de chercheurs installés à Kaboul et financé par la Suède, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark — ne devrait pas contribuer à apaiser les esprits. Présenté le 12 novembre, ce rapport intitulé « Les structures locales de pouvoir et l'intervention militaire internationale », analyse le bilan politique local de l'ISAF, à partir de l'exemple des provinces nordiques sous contrôle allemand de Kundus et de Badakhchan. Et ce bilan n'est pas très glorieux. Prises dans le jeu des intérêts des potentats locaux, les forces allemandes sont devenues « otage de leurs hôtes », écrit l'auteur Philipp Münch. Sans stratégie cohérente et soumise à un impératif politique venu d'en haut de « ne pas faire de vagues », la Bundeswehr a même souvent fait le jeu, même indirectement, des Warlords corrompus. Philipp Münch montre comment Kaboul s'est surtout préoccupé de répartir le pouvoir et les prébendes de manière plus ou moins équilibrée entre les différentes factions afghanes. Que ce soit dans l'armée, la police ou l'administration, les différents commandants se sont répartis les places. Les clans ont su faire taire leurs rivalités afin de profiter, via leurs sociétés de construction et de sécurité, de l'abondante aide financière internationale. Ces revenus sont bien souvent venus s'ajouter à ceux de la drogue. Dans un climat d'intimidation et de clientélisme, la tenue d'élections « démocratiques » ne leur a évidemment posé aucun problème. Pour M. Münch, les unités de l'ALP sont avant tout à la solde des barons locaux, plus milices privées que véritables unités policières en service public. Mal informée sur les hommes, les réseaux et les coutumes, et limitée tant politiquement que matériellement, la Bundeswehr n'a donc eu aucun moyen d'influencer la situation politique locale. Il lui a même fallu, dans de nombreux cas, « collaborer » avec ces acteurs locaux corrompus, cimentant par là-même l'influence de ces derniers. L'étude cite, par exemple, le cas des hommes du commandant Nazir Mohammed dans le Badakhchan. La Bundeswehr a préféré appointer ces derniers comme personnel de sécurité plutôt que de les retrouver en travers de sa route. Philipp Münch cite les tentatives du ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, qui, en 2009, a obtenu du ministre de l'Intérieur afghan, Hanif Atmar, le renvoi du gouverneur corrompu de Kundus, Mohammed Omar. Malgré le feu vert de Kaboul, rien ne s'est produit, les réseaux de soutien du gouverneur étant visiblement trop puissants. Bien sûr, relève l'étude, les Allemands ont tout fait pour soutenir les fonctionnaires les moins corrompus et faisant preuve de qualités d'organisation et de direction. Mais cette stratégie ne semble avoir porté aucun fruit durable puisque, selon M. Münch, l'axiome réglant le clientélisme local est le suivant : plus le niveau de corruption d'un fonctionnaire est bas, plus son pouvoir est faible. Pour le chercheur, les perspectives d'avenir sont donc sombres. L'assassinat, ce week-end, d'un traducteur afghan qui avait obtenu de la Bundeswehr la promesse d'un droit d'asile en l'Allemagne n'a pas contribué à apaiser les inquiétudes.

RELÈVE D'ÉTATS-MAJORS DE FORCE AU MALI (suite de la p. 1)

Même l'année dernière, où l'EMF3 était en préparation opérationnelle, 30 % de ces effectifs étaient projetés. Ils vont passer à plus de 80 % l'année prochaine, alors que l'EMF de Besançon va, lui, passer en préparation et alerte. «Ce système à deux temps fonctionne bien, mais nous n'avons plus de gras, que du muscle et des os (suite à la suppression des EMF2 et 4). Aujourd'hui, on ne peut pas tailler dans ce muscle sans revoir à la baisse nos ambitions», prévient le commandant de l'EMF3, le général Pontiers.

LES TIGRE HAD ET LES NH90 ARRIVENT AU 1^{ER} RHC

Le 12 décembre, le 1^{er} RHC de Phalsbourg recevra à la fois son premier Tigre HAD, muni du missile Hellfire, et son premier NH90 Caiman. Trois NH90 TTH et leurs équipages et deux Tigre HAD et leurs équipages (avec les mécaniciens) partiront de l'École de l'ALAT du Luc pour rejoindre leur unité. Les formations des premiers équipages terminées, la cadence de livraison et de formation sur ces nouveaux appareils va se poursuivre. Va s'ouvrir, au sein du 1^{er} RHC, une période d'expérimentation tactique qui devrait durer plus d'une année, afin d'explorer les nouvelles capacités de ces machines et revoir les concepts d'utilisation.

LES BMD DES PARAS RUSSES MODERNISÉS ...

Les unités de parachutistes russes possèdent l'enviable capacité d'être parachutées avec leur véhicule blindé de combat du type BMD. La dernière génération de ces engins, le BMD-4M, devrait débiter un cycle d'évaluation l'an prochain. Mais même mis en service rapidement, ils ne pourront pas satisfaire les besoins de toutes les unités des paras. C'était déjà le cas avec les BMD-3 et BMD-4, entrés en service en quantité restreinte. Pour assurer la disponibilité des engins d'ancienne génération, une partie du parc des BMD-2 suit une campagne de modernisation. Outre la remise à niveau mécanique et l'amélioration de l'ergonomie de l'engin, les BMD-2 reçoivent le poste de transmission R-168. L'efficacité de l'armement est améliorée par le stabilisateur de nouvelle génération du type 2E36. Une trentaine de BMD-2 seront modernisés avant la fin de l'année et 200 autres le seront l'année prochaine. Un autre programme bien distinct est en cours pour équiper, dans le courant de 2014, une centaine de BMD, tous types confondus, du système de NEB (numérisation de l'espace de bataille). Surnommé Système automatisé de commandement, il permet d'inclure dans le réseau uni les engins équipés de ce système. Réalisé dans le principe de modularité, il est unifié avec les postes de transmission et différents systèmes d'exploitation, autorisant le commandement au niveau tactique et opératif.

NOUVEAU LOGICIEL POUR L'EXPLOITATION DU "RENS"

Le logiciel SAer (système d'aide à l'exploitation du renseignement), particulièrement utile durant l'opération Serval (voir TTU n° 910) est aujourd'hui un outil éprouvé et très apprécié au sein de l'armée de terre. Une étude va être lancée pour assurer son remplacement à l'horizon 2016-17. L'objectif est de pouvoir bénéficier d'un même système d'exploitation du "rens" en interarmées, incluant les forces spéciales. Soria (Système d'optimisation du renseignement interarmées) devra offrir des capacités importantes de stockage et de facilité d'utilisation, tout comme SAer.

► Crash mortel en Finlande

Deux Hawk de l'aviation finlandaise sont entrés en collision lors d'un exercice mené dans le cadre d'une formation de pilotes, faisant un mort et un blessé, tous deux des instructeurs considérés comme expérimentés. L'accident, qui s'est produit le 13 novembre non loin de l'école de formation de Kauhava (ouest), a vraisemblablement été causé par une erreur humaine, selon les éléments disponibles de l'enquête encore en cours. Les conditions de vol étaient bonnes au moment du choc. L'hypothèse d'un incident technique au niveau du siège éjectable du pilote décédé a été éliminée. Les deux appareils, deux Hawk MK66 achetés à la Suisse en 2011, n'avaient qu'un millier d'heures de vol chacun et n'avaient jusqu'à présent pas été impliqués dans des incidents en Finlande. Avant cette collision, quatre pilotes de Hawk sont morts au cours des trois dernières décennies.

► Drone ASM émirien

WASS (Whitehead Sistemi Subacquei), filiale du groupe Finmeccanica, et le groupe émirien ADCOM Systems ont passé un accord pour l'intégration d'un système d'arme ASM sur un drone émirien United 40. Ce futur système, doté d'une capacité de lutte anti-sous-marine, sera ainsi le premier UAV au monde en mesure d'effectuer des missions de ce type. WASS est déjà présent aux Emirats Arabes Unis, où il a livré aux forces armées locales des torpilles légères pour des unités de surface et des hélicoptères de lutte ASM.

► La DARPA et le cyber

La DARPA américaine lance une nouvelle compétition à l'attention des industriels et des universitaires en matière cyber. Le Cyber Grand Challenge récompensera de 2 millions de dollars pour la première place, 1 million pour la seconde et 750 000 dollars pour la troisième, les équipes parvenant à créer de nouveaux algorithmes permettant de détecter et de contrer en quelques secondes toute intrusion cyber.

► Le Spartan pour Lima

Le ministère péruvien de la Défense a sélectionné Alenia Aermacchi (groupe Finmeccanica) pour la fourniture de deux avions de transport tactique C-27J Spartan. La valeur du contrat, qui sera finalisé d'ici la fin de l'année, est de l'ordre de 100 millions d'euros, celui-ci comprenant le support logistique et la formation des équipages. La décision péruvienne intervient après trois longues années de négociations avec l'avionneur italien. Outre l'Aeronautica Militare Italiana (AMI), le Spartan a été commandé en 74 exemplaires par les forces aériennes de plusieurs pays (Australie, Bulgarie, Etats-Unis, Grèce, Lituanie, Maroc, Mexique, Roumanie et Tchad). Par ailleurs, le C-27J a été sélectionné également par la Slovaquie (contrat en cours de définition).

► M346 pour la Pologne

Le futur avion d'entraînement avancé de l'armée de l'air polonaise pourrait être "made in Italy". C'est du moins ce que laissent entendre certaines sources polonaises proches du dossier. En effet, l'offre d'Alenia Aermacchi (M346) serait la plus intéressante du point de vue financier par rapport à celle des deux autres concurrents en lice, en l'occurrence BAE Systems et Lockheed Martin. Le prix proposé par l'avionneur italien est de 1,16 milliard de zloty, chiffre qui correspond au budget prévu par Varsovie, soit 1,2 milliard de zloty (280 millions d'euros environ), alors que ceux de BAE Systems et de Lockheed Martin s'élèvent respectivement à 1,7 milliard et 1,8 milliard de zloty. Varsovie devrait faire connaître son choix d'ici la fin du premier trimestre 2014.

► Commandement MINUL

Le général finlandais Mauri Koskela a été nommé chef d'état-major de la Mission des Nations unies au Libéria, la MINUL. Il était jusqu'à présent chef du personnel de l'armée finlandaise et avait, entre autres, dirigé le contingent finlandais en Afghanistan.

ISRAËL : NE PAS IRRITER PÉKIN

Le gouvernement israélien, qui se veut à la pointe de la lutte antiterroriste et a parfois tendance à donner des leçons aux autres pays, est très embarrassé par une affaire impliquant la Chine. Ce serait sous la pression de Pékin que le gouvernement israélien a interdit à un ancien agent du Shin Beth de témoigner devant un tribunal américain, à la demande des familles de 22 victimes d'attentats suicides palestiniens en Israël qui réclament des centaines de millions de dollars de dédommagements. L'agent israélien Uzi Shaya serait en mesure de fournir des informations sur des transferts de fonds, effectués par la Bank of China par l'intermédiaire de ses branches américaines et européennes, pour financer des organisations terroristes (le Hamas et le Jihad islamique). Mais, selon les autorités israéliennes, son témoignage est susceptible de révéler des informations sur le contre-terrorisme et des « secrets d'Etat ». Pour les médias, Benjamin Netanyahu a imposé un veto à ce témoignage pour ne pas compromettre les échanges commerciaux très fructueux avec la Chine. Uzi Shaya faisait partie d'une délégation de responsables du contre-terrorisme qui ont rencontré leurs homologues chinois lors d'une visite à Pékin en avril 2005. A cette occasion, les Israéliens avaient mis en garde les Chinois sur le fait que la Bank of China procédait à d'importantes opérations financières « suspectes » pour des organisations palestiniennes et pressaient les autorités chinoises d'y mettre fin. Uzi Shaya devait comparaître devant un tribunal de New York mais, dans une lettre du 29 août aux avocats des familles de victimes, il a indiqué avoir reçu l'ordre formel de ne pas témoigner. Le bureau de Benjamin Netanyahu a affirmé, la semaine dernière, que tout en étant « fermement engagé dans la lutte contre le terrorisme », il était également obligé de s'assurer que les informations recueillies par ses agents demeurent confidentielles. « Après examen du dossier, l'Etat d'Israël est arrivé à la conclusion qu'il ne peut pas permettre à un responsable officiel de dévoiler des informations venues à sa connaissance durant ses fonctions officielles », a affirmé un communiqué embarrassé du Premier ministre. Selon plusieurs médias, les Chinois ont refusé de fermer les comptes utilisés par les organisations palestiniennes malgré les mises en gardes.

LE CAIRE SE RAPPROCHE DE MOSCOU

Le rapprochement entre l'Egypte et la Russie, sur fond de suspension, le mois dernier, de l'aide militaire américaine à l'Egypte, suite à la destitution en juillet dernier de Mohamed Morsi, ne cesse de se confirmer. Celui-ci, qui remonte d'ailleurs à une longue tradition de coopération militaire datant des années 1960, va néanmoins bien au-delà de l'accord bilatéral qu'ont signé, le 14 novembre dernier, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, accompagné du ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu, avec leurs homologues égyptiens, Nabil Fahmy (ministre des Affaires étrangères) et le général Abdel Fattah Al-Sisi, chef d'état-major et ministre de la Défense. Si un accord, portant sur les systèmes de défense aérienne, la vente de Mig-29M/M2, la mise à disposition des roquettes antichars Kornet et la livraison d'hélicoptères d'attaques et de transport, que fournirait le consortium industriel militaire Rostec, d'un montant de plus de 2 milliards de dollars, a bien été signé entre Rosoboronexport et son équivalent égyptien, celui-ci bute toujours sur la capacité du Caire de l'honorer. La piste d'un financement saoudien semble la plus sûre. Néanmoins, Moscou, qui voit là une occasion rêvée de supplanter Washington, serait prêt à consentir un prêt de longue durée, afin de s'assurer ces contrats qui revêtent ainsi une démarche autant diplomatique que militaire...

ESSAIS RÉUSSIS POUR LES FRÉGATES AMIRAL PADILLA

La dernière des quatre frégates colombiennes de classe Amiral Padilla, récemment modernisées par Thales et DCNS, a passé avec succès ses essais à la mer. Dans le cadre de ce programme, Thales, en partenariat avec le chantier local Cotecmar, a installé sur les plates-formes le radar de surveillance SMART-S Mk2, le système de conduite de tir STING EO Mk2, le senseur optronique Mirador, le système ESM Vigile 200 et a modernisé la solution COMINT Altesse.

ECHO, L'AVENIR DES LIAISONS AIR-SOL EN MILIEU PERTURBÉ

Les liaisons de données air-sol en milieu urbain sont à la fois une nécessité opérationnelle et un véritable défi technologique. Le signal est en effet perturbé par la présence de bâtiments et par d'éventuels brouilleurs, générant des parasites compliquant les liaisons entre un drone et les forces au sol. C'est pour proposer une solution que la PME Teamcast et Thales ont lancé le programme Echo, qui a fait l'objet d'un financement RAPID de la DGA en 2010. Terminé en 2012, il a permis à un premier simulateur Echo d'être opérationnel et de donner les résultats attendus. Il s'agissait de corriger et de protéger le signal DVB S-2, par le renforcement du signal émis (annulation d'échos). Depuis le 1^{er} novembre, Teamcast et Thales ont lancé la suite du programme, dans le cadre d'un nouveau financement RAPID, baptisé Maximo (pour une durée de 24 mois). Il s'agit, cette fois, de travailler sur l'intégrité d'un signal reçu par un récepteur en mouvement, la mobilité étant un élément fondamental pour la sécurité des véhicules. Pour la PME Teamcast, il s'agit, au-delà du financement offert par RAPID, d'industrialiser la solution : sur ce point, les perspectives sont bonnes, Thales ayant décidé d'installer ces technologies sur ses drones. Chez Teamcast, on insiste aussi sur le bénéfice du Pacte Défense PME et sur celui de l'association avec la DGA, qui a mis ses experts à disposition, notamment en matière d'algorithmes.

L'INDE EXCÉDÉE PAR LES RETARDS ISRAËLIENS

Le DAC, Defence Acquisition Council, l'organisme d'acquisition de matériel de la défense, présidé par le ministre indien de la Défense A.K. Antony, n'a pas validé deux des plus importants programmes de défense avec Israël. Ces programmes concernent les missiles antichars Spike et les missiles antiaériens navals Barak-1. Les contrats devaient être conclus au titre des dépenses "Urgence Opération" sans émettre un appel d'offres international. La décision est repoussée à la prochaine réunion du DAC. L'Inde est excédée par le retard dans le programme des systèmes antiaériens LR-SAM et MR-SAM. En développement par la société israélienne IAI, la version navale LR-SAM (Long Range Surface-to-Air Missile) devait entrer en service en 2012 et équiper les nouveaux navires indiens en cours de construction dans le chantier naval de Mazagon Dock Ltd de Bombay. La version terrestre MR-SAM (Medium Range Surface-to-Air Missile), prévue pour 2017, accumule le même retard que la version navale. Depuis l'an dernier, l'Inde exprime sa vive inquiétude sur les délais de développement de ces systèmes. Cette situation a un impact sur d'autres programmes israélo-indiens.

DUPONT PRÉSENTE SES NOUVELLES SOLUTIONS KEVLAR

A l'occasion du Salon Milipol, le groupe américain DuPont a présenté deux nouvelles solutions Kevlar, baptisées AS450X et XPS104, destinées aux gilets pare-balles pour militaires, policiers et forces de sécurité. L'AS450X possède un film stratifié à structure légère améliorant sa souplesse et augmentant la surface de torse protégée. Une solution particulièrement adaptée aux patrouilles motorisées. Solution hydrofuge, le matériau Kevlar XPS104 est particulièrement adapté aux milieux humides et tropicaux, des environnements qui altèrent habituellement la capacité à stopper les balles et accroissent la déformation arrière après impact.

► Contrat polonais pour Berlin

Désireuse d'équiper sa marine de trois sous-marins de dernière génération, Varsovie a annoncé une modification des spécifications contenues dans l'appel d'offres initial, afin de permettre à TKMS de pouvoir participer à un appel d'offres qui opposera l'U212 au Scorpène. Par ailleurs, dans le terrestre, le ministère allemand de la Défense, Thomas de Maizière, et son homologue polonais, Tomasz Siemoniak, ont signé un accord sur l'achat par la Pologne de 119 chars Leopard (105 en version 2A5 et 14 en version 2A4), de 18 blindés du génie (Bergepanzer 2) ainsi que de 200 camions. Le contrat comprend la maintenance et la formation. L'armée polonaise possède déjà 105 Leopard 2A4. Thomas de Maizière a évoqué «un pas supplémentaire dans la coopération déjà profonde qui existe entre les forces armées». Cette coopération s'est illustrée de belle manière il y a peu.

► Drones biélorusses

La Biélorussie mise sur les drones pour renforcer ses exportations de matériel militaire. Lors de la rencontre entre le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, et son homologue turkmène, Gurbanguly Berdimuhamedov, un accord a été conclu sur la construction d'une chaîne de montage de drones au Turkménistan, pour les besoins turkmènes. Aucune précision n'a été apportée sur le type des drones. L'Académie nationale des sciences biélorusse a développé plusieurs modèles de drones, parmi lesquels le Grif-1, fabriqué en série et doté d'une autonomie de 8 heures et d'une vitesse maximale de 200 km/h. Le Grif-1 peut être équipé de matériel de surveillance et de reconnaissance monté dans une boule optronique d'un poids de 30 kg.

Nouvelles d'Halifax

Le forum international de la sécurité, organisé par le ministère canadien de la Défense, s'est déroulé à Halifax (Canada) du 22 au 24 novembre, en présence du secrétaire américain de la Défense, Chuck Hagel, d'une quinzaine de ministres et de 300 experts et militaires d'une cinquantaine de pays. La France était la troisième délégation la mieux représentée en nombre avec Stéphane Abrial, Hubert Védrine, Pierre Lellouche, Camille Grand, l'amiral Jean Bétermier mais aussi le général Jean-Paul Paloméros et Arnaud Danjean. Les thèmes traditionnels ont été abordés : l'Occident aujourd'hui, la cybernétique, la sécurité en Afrique, l'évolution du Proche-Orient, les tribulations de la zone pacifique, la responsabilité mondiale et la situation en Arctique. Mais les discussions de couloir sont un excellent baromètre des relations transatlantiques et des centres d'intérêts de nos partenaires nord-américains. Ces trois jours de réflexions devaient se clore sur le thème de la responsabilité de protéger et des armes de destruction massive. L'accord avec l'Iran, intervenu en plein forum, a permis de conclure les travaux d'une manière synchronisée. Deux autres enseignements sont à méditer : l'Union européenne n'est plus abordée sous l'angle de la crise de la zone euro ou de son déclin, et les questions énergétiques ont pris une place plus importante comme élément de la sécurité nationale de chaque pays. Au point que le discours de Chuck Hagel a pris les participants par surprise, en se concentrant entièrement sur le changement climatique et les raisons pour lesquelles la zone arctique allait devenir un espace d'opportunités comme de défis. Au point de décliner une stratégie très précise en huit points du DoD. L'expression de «nouvelle frontière» a même été reprise.

► Une question de coûts

Le BPC "Dixmude", parti officiellement patrouiller dans le Golfe de Guinée, transporte du matériel roulant et des blindés qui seront débarqués à Douala (Cameroun). Des unités blindées en partance pour Bangui... Parmi les raisons expliquant l'envoi du BPC "Dixmude" plutôt que le choix d'un moyen de transport aérien, figurent les impératifs d'économies budgétaires. Le ministère de la Défense a préféré éviter le recours aux Antonov An-124 ukrainiens, dont la location aurait coûté beaucoup plus cher que

l'envoi du bâtiment de la Marine nationale.

► Palagos à DCI

Jean-Michel Palagos, directeur adjoint du cabinet du ministre de la Défense, est depuis la semaine dernière membre du conseil d'administration de DCI. Il devrait être élu président par ses pairs, le 9 décembre, et sera remplacé à son poste par Paul Serre, conseiller économique et financier de Jean-Yves Le Drian.

► Adam veut du social

Patricia Adam, la présidente de la Commission de la défense de l'Assemblée

nationale, souhaite réorienter les travaux de la Commission sur les aspects sociaux de la Défense, enjeux majeurs de la LPM. Par ailleurs, la présidente invitera les membres du CSFM à visiter l'Assemblée nationale.

► L'UDI et la Défense

Le programme Défense de l'UDI a été présenté, ce mercredi, par le député du Tarn, Philippe Folliot, chargé du secteur de la Défense au sein du contre-gouvernement mis en place par l'UDI. Le document, constitué de 18 propositions, insiste notamment sur le nécessaire renforcement de la PSDC, à travers la création d'un fonds européen dédié au financement des OPEX, sur la rénovation du lien Armées-Nation, sur la création d'une BITD européenne en matière de cyberdéfense ainsi que sur la vente de 50 chars Leclerc pour pallier la faiblesse des moyens des bases de défense.

► L'École Militaire à la diète

L'EMA a décidé la mise en œuvre de mesures d'économies pour la fin de la gestion de l'exercice 2013, qui se traduiront notamment par des restrictions sur le budget du GSBdD Ecole-Militaire. Parmi les mesures prévues, la suppression de certains abonnements presse, la fermeture du site pendant quinze jours avant la fin de l'année, la baisse des températures de chauffage hivernal à 19° le jour et 17° la nuit, la réduction de 15 % du parc de téléphones mobiles ou encore la limitation de l'entretien des aires du site.

► Revue Caucase

La nouvelle revue consacrée au Caucase "Caucasus Survey" sera présentée le 10 décembre prochain au CERI. C'est Thornike Gordadze, en charge des études sur le Caucase au CERI et nouvellement recruté par l'IHEDN pour prendre en charge le secteur des études, qui la présentera, aux côtés de Jean-Jacques Roche.

► Syndicat allemand

Le Bundeswehrverband, le puissant "syndicat" des soldats allemands, a renouvelé sa direction le 21 novembre dernier. En fonction depuis 2009, le colonel Ulrich Kirsch laisse la place au lieutenant-colonel André Wüstner.

► Cyberdéfense

Le club "Etat d'alerte" sur la cyberdéfense et la cybersécurité, lancé par le CEPS, tient sa première session le 2 décembre à la Maison de l'Amérique Latine (20 h). Interviendront notamment le contre-amiral Arnaud Coustillière, Hervé Guillou et Patrick Pailloux sur le thème : "Quelles sont les menaces auxquelles fait face la France en matière de cyberdéfense ? Quelle stratégie nationale adopter ?"

► Note IRSEM

Arnaud Kalika, qui fut rédacteur en chef de TTU, signe une note stratégique de l'IRSEM sur le thème de "la pensée stratégique russe aujourd'hui". L'auteur structure son propos autour de trois axes identifiés comme les points forts de la stratégie russe contemporaine : l'atome, l'énergie et la force. A lire sur le site de l'IRSEM.